

Consultation publique de la CRE relative aux conditions générales des contrats de raccordement aux réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF

Réponse d'EDF

17 mars 2016

Question 1 : Êtes-vous favorable aux nouvelles versions des conditions générales des contrats de raccordement aux réseaux de transport de gaz proposées par les GRT ?

D'un point de vue général, EDF est favorable à cette nouvelle version des conditions générales (CG) du contrat de raccordement aux réseaux de transport qui est principalement axée sur le renforcement des règles relatives à la période de construction des ouvrages de raccordement au réseau de transport. EDF retient que ces nouvelles CG (i) ajoutent des obligations à GRTgaz concernant les conditions de livraison du gaz naturel, (ii) mettent à jour les notions de délestage conformément à l'arrêté relatif au plan d'urgence gaz (iii) et s'appliquent de plein droit en remplacement des CG existantes sans compensation.

Par ailleurs, EDF constate que ces nouvelles CG intègrent des éléments génériques actuellement présents dans les conditions particulières et note aussi l'apparition de nouvelles conditions déjà appliquées dans les faits (droit de suite, service de garantie de pression initiale et supérieure...).

Question 2 : Êtes-vous favorable à ce que les GRT portent les charges d'adaptation des postes aux dispositions réglementaires?

EDF considère que la position de la CRE est légitime étant donné que les postes de livraison sont la propriété des GRT, ces derniers ont la responsabilité de les mettre en conformité en cas d'évolution de la réglementation.

Question 3 : Êtes-vous favorable à ce que le déclenchement d'un PUG à la suite d'un incident imputable au GRT soit exclu des cas de force majeure déliant le GRT de ses obligations ?

EDF est favorable à cette disposition qui est déjà prise en compte dans les conditions générales de raccordement de GRTgaz. Ainsi l'article 13.2 dispose que « le client ne peut prétendre à quelque indemnisation [...] sauf si cette réduction ou interruption est consécutive à un manquement prouvé de GRTgaz à ses obligations ». De même, l'article 13.4 précise le « cas de force majeure, entendu comme tout événement extérieur à la volonté de la partie qui l'invoque ».

Question 4 : Avez-vous d'autres observations portant sur les contrats de raccordement proposés par les GRT ?

EDF n'a pas d'autres remarques à formuler.

ooOoo